

Impact des politiques publiques de l'emploi sur la réduction de la pauvreté au Maroc : analyse des programmes d'emploi et de promotion de l'insertion professionnelle des jeunes

Redouane AZAHRI ^{1*}

¹ *Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion Management des affaires (LAREGMA), Faculté d'Economie et de Gestion, Université Hassan premier de Settat, Maroc*

*Corresponding author: azahiredouane@gmail.com

RÉSUMÉ

La question de l'emploi est un enjeu important pour le développement économique et social au Maroc, avec un taux de chômage élevé, surtout chez les jeunes, et une pauvreté persistante. Dans ce cadre, les politiques publiques de l'emploi sont cruciales pour aider à l'insertion professionnelle, à améliorer l'employabilité et à diminuer les vulnérabilités socio-économiques. Cette recherche a pour but d'examiner l'effet des politiques publiques de l'emploi sur l'augmentation de l'emploi et la diminution de la pauvreté au Maroc. Pour atteindre cet objectif, une méthode mixte a été utilisée. Elle inclut une étude qualitative exploratoire réalisée avec des acteurs institutionnels, comme l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC), et une analyse confirmatoire basée sur un modèle conceptuel reliant les politiques actives et passives de l'emploi à la promotion de l'emploi et à la réduction de la pauvreté.

Les résultats de l'étude exploratoire indiquent que plusieurs programmes d'emploi aident à améliorer l'employabilité et à créer des emplois. Cependant, certaines limites subsistent, comme le décalage entre la formation et les besoins du marché du travail, le manque de coordination entre les dispositifs et la faiblesse du suivi après insertion.

Cette recherche fournit ainsi une contribution empirique à l'étude des politiques publiques de l'emploi dans les pays en développement et propose des suggestions pour améliorer leur efficacité et leur cohérence.

Mots-clés : Politiques publiques , emploi; pauvreté ; Maroc .



1. INTRODUCTION

Dans un contexte caractérisé par des changements économiques rapides, des avancées technologiques et des déséquilibres persistants sur le marché du travail, la question de l'emploi représente un défi majeur pour le développement économique et social, surtout dans les pays émergents. L'emploi n'est pas seulement un moyen d'allocation des ressources productives, mais est aussi un levier crucial pour la cohésion sociale, l'inclusion économique et la réduction de la pauvreté. Dans cette optique, les politiques publiques sur l'emploi jouent un rôle stratégique dans les plans de développement des États, surtout pour favoriser l'insertion professionnelle des groupes vulnérables et améliorer le fonctionnement du marché du travail.

Au Maroc, même si des avancées ont été faites en matière de croissance économique et de développement social ces dernières décennies, le marché du travail fait face à plusieurs défis structurels. Parmi ces défis, on note un taux de chômage élevé chez les jeunes, une forte présence de l'emploi informel et un décalage constant entre les compétences fournies par le système éducatif et les besoins du marché du travail. D'après les chiffres du Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2023), le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans atteint 35,8 %, soit plus du double du taux national. Cette situation souligne les difficultés d'intégration professionnelle des jeunes et met en évidence l'importance d'améliorer l'efficacité des politiques publiques de l'emploi pour encourager la création d'emplois durables et réduire les inégalités socio-économiques.

Face à ces défis, les autorités marocaines ont instauré plusieurs dispositifs pour encourager l'emploi et améliorer l'employabilité des chercheurs d'emploi. Ces dispositifs s'inscrivent principalement dans le cadre des politiques actives et passives du marché du travail. Les politiques actives incluent principalement des programmes de formation, de soutien et d'incitations à l'embauche pour aider à l'insertion professionnelle des individus, tandis que les politiques passives visent à fournir un soutien financier et social aux personnes en situation de chômage ou de vulnérabilité économique (Betcherman et al. , 2004 ; Kluve, 2010). Dans ce cadre, de nombreux programmes ont été lancés au Maroc pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes, comme les programmes Idmaj, Tahfiz, Taehil et Awrach, ainsi que des initiatives pour soutenir l'entrepreneuriat telles qu'Intelaka et Forsa. Ces initiatives visent à renforcer les compétences des chercheurs d'emploi, à faciliter leur intégration sur le marché du travail et à encourager l'esprit d'entreprise. Cependant, malgré ces efforts, les résultats restent parfois limités à cause de contraintes structurelles comme un suivi insuffisant après l'insertion,

un manque de coordination entre les programmes et une inadéquation entre les formations offertes et les besoins du marché du travail.

Dans la littérature économique, les politiques publiques de l'emploi sont étudiées à travers plusieurs cadres théoriques issus de l'économie du travail et de l'économie du développement. La théorie du capital humain, développée par Becker, met en avant l'importance de l'investissement dans les compétences et la formation pour améliorer la productivité des travailleurs et aider à leur insertion professionnelle. De plus, plusieurs études empiriques ont démontré que les politiques actives de l'emploi peuvent aider à améliorer l'employabilité et à faciliter l'intégration professionnelle des groupes vulnérables (Card, Kluve et Weber, 2010 ; Kluve, 2010).

Cependant, malgré la multitude de travaux sur les politiques publiques de l'emploi, peu d'études empiriques ont analysé de manière intégrée la relation entre les politiques d'emploi, la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté dans le contexte marocain. Dans cette optique, la recherche actuelle vise à étudier l'impact des politiques publiques de l'emploi sur la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté au Maroc, en se concentrant plus particulièrement sur le rôle médiateur de la promotion de l'emploi.

Ainsi, cette étude tente de répondre aux questions suivantes :

- Comment les politiques publiques de l'emploi influencent-elles la promotion de l'emploi au Maroc ?
- Dans quelle mesure la promotion de l'emploi aide-t-elle à la réduction de la pauvreté ?
- Quel est le rôle des politiques actives et passives de l'emploi dans l'amélioration de l'insertion professionnelle et des conditions de vie des populations ?

L'analyse de ces questions permettra de mieux comprendre comment les politiques publiques de l'emploi peuvent favoriser une croissance inclusive et renforcer la lutte contre la pauvreté au Maroc .

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

2.1 Les politiques publiques de l'emploi

Les politiques publiques de l'emploi sont un outil clé des stratégies de développement économique et social mises en place par les États pour réguler le marché du travail, favoriser la création d'emplois et diminuer les inégalités socio-économiques. Dans un environnement influencé par la mondialisation, les évolutions technologiques et les changements structurels des économies, ces politiques sont cruciales pour améliorer l'employabilité des individus et promouvoir une croissance inclusive.

Dans la littérature économique, les politiques publiques de l'emploi sont généralement divisées en deux grandes catégories : les politiques actives du marché du travail et les politiques passives de l'emploi. Les politiques actives cherchent à faciliter l'accès à l'emploi et à renforcer les compétences des demandeurs d'emploi à travers des programmes de formation, des dispositifs de soutien à l'insertion professionnelle ou des incitations à l'embauche. Les politiques passives, de leur côté, visent à offrir un soutien financier et social aux personnes touchées par le chômage ou des situations économiques précaires (Betcherman et al. , 2004 ; Kluge, 2010).

Dans plusieurs pays, ces politiques représentent un levier important pour diminuer le chômage structurel et améliorer l'intégration des groupes vulnérables sur le marché du travail, notamment les jeunes, les femmes et les travailleurs non qualifiés. Les recherches empiriques montrent que les politiques actives de l'emploi peuvent aider à améliorer l'employabilité des individus et à faciliter leur intégration professionnelle, particulièrement lorsqu'elles sont adaptées aux besoins du marché du travail et accompagnées de systèmes efficaces de suivi et d'évaluation (Card et al. , 2010).

Dans le contexte marocain, les autorités publiques ont lancé plusieurs programmes pour promouvoir l'emploi et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Parmi ces programmes se trouvent les initiatives Idmaj, Tahfiz et Taehil, ainsi que des projets plus récents comme Awrach ou Forsa, qui visent à renforcer les compétences professionnelles, encourager l'entrepreneuriat et stimuler la création d'emplois. Cependant, malgré ces efforts, le marché du travail marocain fait face à plusieurs défis structurels, y compris un taux de chômage élevé chez les jeunes et une forte présence de l'emploi informel. Dans ce cadre, l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques de l'emploi est essentielle pour mieux concevoir et appliquer les programmes d'insertion professionnelle.

2.2.Promotion de l'emploi et insertion professionnelle des jeunes (Variable médiatrice)

La promotion de l'emploi est l'un des objectifs clés des politiques publiques du marché du travail, surtout dans les économies avec un chômage élevé et des problèmes d'insertion professionnelle pour les jeunes. Elle concerne toutes les actions visant à encourager la création d'emplois, à améliorer l'accès au marché du travail et à renforcer l'employabilité des personnes. L'insertion professionnelle des jeunes est un défi important pour beaucoup de pays en développement, où la transition entre l'école et le marché du travail est souvent difficile. Les jeunes font face à différents obstacles, comme le manque d'expérience, le décalage entre les compétences acquises à l'école et les besoins du marché, et le manque d'opportunités d'emploi formel.

D'après l'Organisation Internationale du Travail, les programmes de promotion de l'emploi et d'insertion professionnelle peuvent être essentiels pour réduire le chômage des jeunes en facilitant leur accès au marché du travail et en améliorant leurs chances d'emploi à long terme. Ces programmes comprennent des formations professionnelles, des stages d'insertion, des programmes d'aide à l'entrepreneuriat et des mécanismes d'accompagnement pour les jeunes demandeurs d'emploi.

Plusieurs études montrent que les politiques visant à améliorer l'employabilité des jeunes peuvent aider à leur intégration professionnelle et à réduire les risques d'exclusion sociale (Kluve, 2010 ; Card et al. , 2010). Dans ce sens, la promotion de l'emploi peut être vue comme un processus reliant les politiques publiques de l'emploi à des résultats concrets en matière d'insertion professionnelle.

Ainsi, dans cette étude, la promotion de l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes sont vues comme un lien entre les politiques publiques de l'emploi et les effets socio-économiques attendus, notamment la réduction de la pauvreté.

2.3.Réduction de la pauvreté (Variable dépendante)

La réduction de la pauvreté est un objectif central des politiques de développement économique et social, surtout dans les pays émergents avec des inégalités persistantes et des niveaux élevés de vulnérabilité économique. Dans ce cadre, l'accès à un emploi stable et productif est souvent perçu comme un des principaux moyens d'améliorer les conditions de vie des gens et de réduire les inégalités socio-économiques.

Selon la Banque mondiale, l'emploi est un moteur crucial de la réduction de la pauvreté, car il permet aux individus d'avoir des revenus réguliers et d'augmenter leur autonomie économique. Trouver un emploi décent aide aussi à mieux vivre pour les ménages, à encourager l'inclusion sociale et à diminuer les inégalités économiques.

Les études montrent que créer des emplois productifs et améliorer l'accès au marché du travail peut avoir un effet important sur la réduction de la pauvreté, surtout lorsque les politiques publiques soutiennent l'intégration des populations vulnérables dans l'économie formelle. Dans le contexte marocain, malgré les avancées en développement économique et social, la pauvreté et la vulnérabilité économique restent des défis majeurs, spécialement dans les zones rurales et chez les jeunes sans emploi.

Dans cette perspective, les politiques publiques qui cherchent à favoriser l'emploi et à améliorer l'insertion professionnelle peuvent aider de manière importante à diminuer la pauvreté et à renforcer l'inclusion socio-économique .

2.4. Cadre théorique

La présente étude repose principalement sur la théorie du capital humain et sur les approches de l'économie du travail pour examiner l'impact des politiques publiques de l'emploi sur la création d'emplois et la diminution de la pauvreté.

La théorie du capital humain, notamment développée par Becker (1964), affirme que l'investissement dans l'éducation, la formation et le développement des compétences est essentiel pour augmenter la productivité des travailleurs et élargir leurs opportunités d'emploi. Selon cette vision, les politiques publiques visant à améliorer les compétences des individus peuvent aider à accroître leur employabilité et à faciliter leur intégration professionnelle. Dans le cadre des politiques de l'emploi, les programmes de formation professionnelle, d'accompagnement à l'insertion et de soutien à l'entrepreneuriat peuvent être vus comme des investissements dans le capital humain qui permettent d'augmenter la productivité et la compétitivité de la main-d'œuvre. Ces investissements favorisent non seulement l'accès à l'emploi, mais ils aident aussi à stimuler la croissance et à diminuer la pauvreté.

De plus, les approches institutionnelles de l'économie du travail mettent en avant le rôle des politiques publiques dans la régulation du marché du travail et dans la promotion de l'inclusion socio-économique. Les politiques actives du marché du travail, comme les programmes de formation et d'insertion professionnelle, ont pour but d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de travail et à réduire les déséquilibres structurels du marché de l'emploi. Dans cette optique, les politiques publiques de l'emploi peuvent être vues comme des mécanismes institutionnels qui améliorent le fonctionnement du marché du travail et favorisent l'intégration professionnelle des groupes vulnérables. Cependant, pour avoir des effets durables sur le développement économique et social, ces politiques doivent être accompagnées de stratégies efficaces pour promouvoir l'emploi et créer des opportunités économiques.

Dans cette étude, la promotion de l'emploi et l'intégration professionnelle des jeunes sont perçues comme un mécanisme intermédiaire qui transforme les politiques publiques de l'emploi en résultats socio-économiques concrets. En améliorant l'accès des jeunes au marché du travail et en augmentant leur employabilité, ces politiques aident à créer davantage d'opportunités économiques et à diminuer la pauvreté.

Ainsi, le cadre théorique présenté dans cette recherche indique que les politiques publiques de l'emploi influent positivement sur la promotion de l'emploi, qui à son tour aide à diminuer la pauvreté. Cette relation souligne l'importance des programmes d'insertion professionnelle et

des politiques actives du marché du travail dans la création d'une croissance inclusive et dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

2.5. Développement des hypothèses

2.5.1. Politiques actives de l'emploi et promotion de l'emploi

Les politiques actives du marché du travail sont l'un des outils les plus employés par les gouvernements pour améliorer l'employabilité des personnes et faciliter leur entrée sur le marché du travail. Elles incluent les programmes de formation professionnelle, les dispositifs d'aide à l'emploi, les stages d'insertion et les incitations à l'embauche. Ces politiques ont pour but de développer les compétences des demandeurs d'emploi, d'améliorer la correspondance entre l'offre et la demande de travail, et de diminuer les barrières à l'entrée sur le marché du travail.

Dans le cadre de la théorie du capital humain (Becker, 1964), les investissements dans la formation et le développement des compétences aident à augmenter la productivité des travailleurs et à améliorer leurs chances d'emploi. Plusieurs études empiriques ont démontré que les programmes de formation professionnelle et d'accompagnement à l'insertion peuvent influencer positivement l'employabilité et l'intégration professionnelle des jeunes (Card et al. , 2010 ; Kluve, 2010).

Dans le contexte marocain, des programmes tels que Idmaj, Taehil ou Tahfiz ont été instaurés pour aider à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et à encourager la création d'emplois dans le secteur formel. Ces dispositifs cherchent à améliorer les compétences professionnelles des jeunes et à faciliter leur passage vers le marché du travail.

Ainsi, les PAE peuvent avoir un rôle clé dans la promotion de l'emploi en améliorant l'employabilité des personnes et en les aidant à s'intégrer sur le marché du travail.

H1 : Les PAE ont un impact positif significatif sur la promotion de l'emploi

2.5.2. Politiques passives de l'emploi et promotion de l'emploi

Les politiques passives du marché du travail comprennent des mécanismes de soutien économique et social pour les personnes en situation de chômage ou de précarité économique. Ces politiques incluent les aides sociales, les allocations de chômage, et les programmes d'assistance pour les ménages à faible revenu.

D'après l'approche institutionnelle du marché du travail, les politiques passives jouent un rôle essentiel dans la stabilisation économique et sociale en offrant un filet de sécurité aux personnes qui connaissent des périodes de chômage ou d'instabilité économique. En assurant un revenu

minimum, ces dispositifs permettent aux individus de rester impliqués sur le marché du travail et de chercher activement des opportunités d'emploi (Boeri & Van Ours, 2021).

Dans les pays en développement, les programmes de soutien social peuvent aussi aider à améliorer l'accès à l'emploi en diminuant les contraintes économiques qui limitent la capacité des individus à investir dans la formation, la recherche d'emploi ou la création d'activités économiques. Ainsi, les PPE peuvent de façon indirecte promouvoir l'emploi en soutenant l'insertion professionnelle des groupes vulnérables.

Donc, on peut supposer que les politiques passives du marché du travail aident à renforcer la promotion de l'emploi en soutenant les conditions économiques nécessaires à l'intégration professionnelle.

H2 : Les PPE contribuent positivement à la promotion de l'emploi.

2.5.3. Politiques actives de l'emploi et réduction de la pauvreté

Les études en économie du développement montrent qu'il y a un lien fort entre l'accès à un travail et la lutte contre la pauvreté. Les PAE sont essentiels dans ce contexte car ils aident les gens à entrer sur le marché du travail et à améliorer leurs revenus. D'après la Banque mondiale, avoir un emploi productif est l'un des meilleurs moyens de diminuer la pauvreté et favoriser l'inclusion économique. Les programmes de formation professionnelle, d'accompagnement à l'emploi et de soutien à l'entrepreneuriat peuvent améliorer les perspectives économiques des personnes et renforcer leur indépendance financière.

Des recherches montrent que les politiques actives du marché du travail peuvent positivement affecter les revenus des ménages et améliorer les conditions de vie des gens, en particulier pour les groupes les plus fragiles comme les jeunes et les travailleurs peu qualifiés (Kluve, 2010).

Dans ce cadre, les PAE peuvent jouer un grand rôle dans la lutte contre la pauvreté en facilitant l'accès à des emplois durables.

H3 : Les PAE contribuent significativement à la réduction de la pauvreté

2.5.4. Politiques passives de l'emploi et réduction de la pauvreté

Les PPE ont aussi une grande importance dans la lutte contre la pauvreté en fournissant un soutien financier et social aux personnes en chômage ou en difficulté économique. Ces aides stabilisent les revenus des ménages et réduisent les effets socio-économiques du chômage. Selon plusieurs recherches, les systèmes de protection sociale aident à diminuer la vulnérabilité économique et à renforcer la résilience des gens face aux crises économiques. En assurant un

revenu minimum, les politiques passives peuvent réduire le risque de pauvreté et améliorer la cohésion sociale.

Dans le cas des économies émergentes, les programmes d'aide sociale et les politiques d'assistance peuvent être essentiels pour améliorer les conditions de vie des plus vulnérables et réduire les inégalités économiques.

Ainsi, les PPE peuvent jouer un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté en fournissant une protection sociale aux personnes en situation de vulnérabilité économique.

H4 : Les PPE contribuent significativement à la réduction de la pauvreté

2.5.5. Promotion de l'emploi et réduction de la pauvreté

La promotion de l'emploi est une clé importante pour améliorer les conditions de vie des gens et réduire les inégalités socio-économiques. Avoir un emploi stable et productif permet aux personnes d'avoir des revenus constants, d'accroître leur indépendance financière et d'améliorer leur niveau de vie.

Dans les études économiques, l'emploi est considéré comme l'un des principaux moteurs de la réduction de la pauvreté. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la création d'emplois de qualité est cruciale pour favoriser une croissance inclusive et améliorer le bien-être des populations.

Plusieurs recherches empiriques révèlent que l'amélioration des opportunités d'emploi aide à diminuer la pauvreté en augmentant les revenus des familles et en facilitant leur accès aux services essentiels comme l'éducation, la santé et le logement.

Dans ce cadre, la promotion de l'emploi peut être vue comme un moyen reliant les politiques publiques de l'emploi à la réduction de la pauvreté. Cependant, certaines études empiriques montrent que l'effet de la promotion de l'emploi sur la réduction de la pauvreté peut être limité lorsque les emplois créés sont précaires ou mal rémunérés. Dans cette étude, cette relation est analysée empiriquement pour vérifier dans quelle mesure la promotion de l'emploi aide vraiment à la réduction de la pauvreté dans le contexte marocain.

H5 : La promotion de l'emploi aide beaucoup à la réduction de la pauvreté.

2. 6 Cadre conceptuel

Basé sur les approches de l'économie du travail et sur la théorie du capital humain, le cadre conceptuel de cette étude estime que les politiques publiques de l'emploi sont un levier clé pour promouvoir l'emploi et réduire la pauvreté. Ces politiques ont pour but d'améliorer le fonctionnement du marché du travail, d'accroître l'employabilité des individus et de soutenir l'inclusion socio-économique.

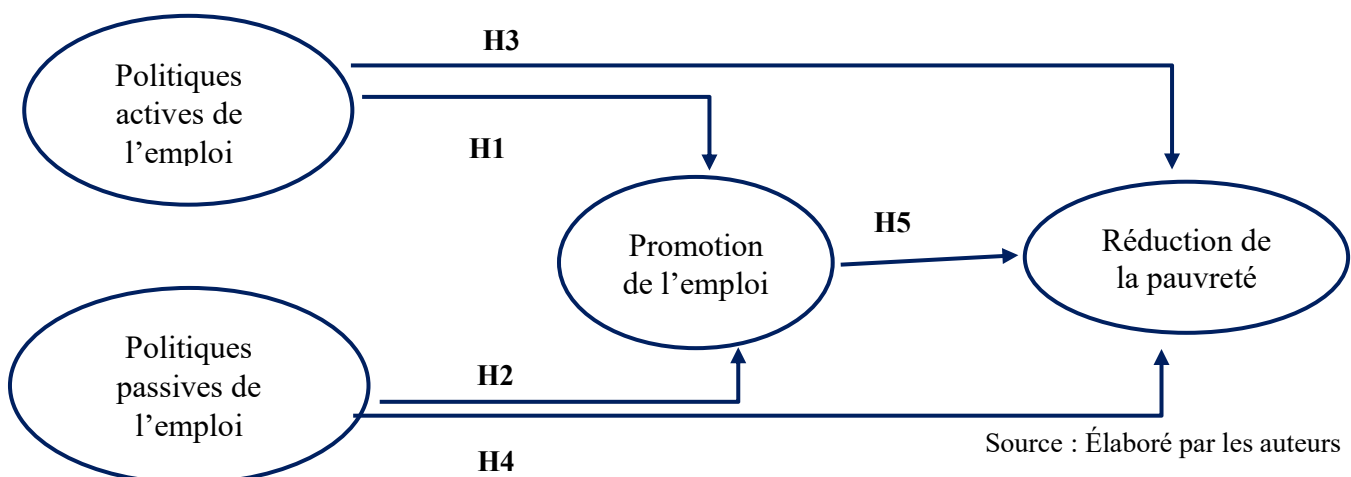
Dans cette optique, les politiques publiques de l'emploi peuvent être vues comme des outils institutionnels permettant d'influencer les dynamiques d'insertion professionnelle et de création d'opportunités économiques. D'après la théorie du capital humain développée par Becker (1964), investir dans l'éducation, la formation et le développement des compétences aide à améliorer la productivité des travailleurs et facilite leur accès au marché du travail.

Le modèle conceptuel proposé identifie deux grandes catégories de politiques publiques de l'emploi : les politiques actives du marché du travail et les politiques passives de l'emploi. Les politiques actives incluent les programmes visant à améliorer l'employabilité et à faciliter l'insertion professionnelle, comme les formations professionnelles, les stages d'insertion ou les incitations à l'embauche. Les politiques passives, quant à elles, ont pour objectif d'assurer un soutien financier et social aux personnes touchées par le chômage ou la précarité économique. Dans ce contexte, la promotion de l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes sont vues comme un moyen reliant les politiques publiques aux résultats socio-économiques escomptés. En rendant l'accès au marché du travail plus facile et en améliorant les possibilités professionnelles, ces politiques peuvent aider à générer des revenus stables et à améliorer le niveau de vie des populations.

Ainsi, le modèle conceptuel indique que les politiques actives et passives de l'emploi ont un impact positif sur la promotion de l'emploi, qui elle-même aide à réduire la pauvreté. La promotion de l'emploi est donc perçue comme une variable intermédiaire reliant les politiques publiques de l'emploi à leurs impacts socio-économiques.

La Figure 1 illustre le modèle conceptuel de l'étude, où les politiques actives et passives influencent la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté, tandis que la promotion de l'emploi joue un rôle intermédiaire dans cette relation.

Figure 1 : Modèle conceptuel de l'étude



3. MÉTHODOLOGIE

Cette étude utilise une méthode de recherche quantitative pour analyser l'effet des politiques publiques de l'emploi sur la diminution de la pauvreté au Maroc, en se concentrant sur le rôle de la création d'emplois et de l'intégration professionnelle des jeunes comme moyen explicatif intermédiaire.

Le cadre théorique de la recherche s'appuie principalement sur la théorie du capital humain et sur les méthodes liées aux politiques actives du marché du travail. Ces méthodes soulignent l'importance des investissements publics dans la formation, le développement des compétences et l'accompagnement à l'insertion professionnelle pour améliorer l'employabilité des individus et aider leur intégration socio-économique. Dans cette optique, les politiques publiques de l'emploi sont des outils clés pour influencer la dynamique du marché du travail et améliorer les conditions socio-économiques des populations.

Pour la collecte des données, un questionnaire structuré a été conçu à partir d'échelles de mesure tirées de la littérature scientifique concernant les politiques publiques de l'emploi, l'employabilité et la réduction de la pauvreté. Les variables ont été mesurées avec une échelle de Likert.

Les politiques actives de l'emploi ont été évaluées à travers des questions sur les programmes de formation professionnelle, les dispositifs d'insertion et les incitations à l'embauche. Les politiques passives ont été mesurées par des questions sur les dispositifs de soutien social et les mécanismes de protection pour les populations vulnérables. La promotion de l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes ont été évaluées via des indicateurs liés à l'accès au marché du travail et au renforcement de l'employabilité. Enfin, la réduction de la pauvreté a été mesurée par des indicateurs relatifs à l'amélioration du niveau de vie et à la diminution de la vulnérabilité socio-économique.

La population ciblée pour l'étude comprend des jeunes actifs, des chercheurs d'emploi et des

bénéficiaires potentiels des programmes publics d'emploi au Maroc. Au total, 200 questionnaires ont été diffusés, dont 120 ont été considérés comme valides, soit un taux de réponse de 60 %. Cette méthode permet de tester empiriquement le modèle conceptuel proposé.

3.1. Profil de l'échantillon

L'étude est basée sur 120 répondants, principalement composés de jeunes demandeurs d'emploi et de bénéficiaires potentiels ou réels des programmes publics d'emploi au Maroc. Ces participants représentent la population cible de la recherche, qui vise à étudier l'effet des politiques publiques de l'emploi sur la promotion de l'emploi et la diminution de la pauvreté. Les données ont été collectées avec un questionnaire structuré administré auprès de jeunes inscrits ou ayant été en contact avec les dispositifs d'insertion professionnelle, notamment les programmes soutenus par l'ANAPEC.

3.2. Tableau des caractéristiques démographiques de l'échantillon

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques démographiques des 120 répondants ayant participé à l'étude. Ces informations aident à mieux comprendre le profil des participants et à contextualiser l'analyse empirique concernant l'impact des politiques publiques de l'emploi sur la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Tableau 1 : Caractéristiques démographiques de l'échantillon

Variable démographique	Catégorie	Fréquence (n)	Pourcentage (%)
Situation matrimoniale	Célibataire	106	88 %
	Marié(e)	13	11 %
	Divorcé(e)	1	1 %
Tranche d'âge	15 – 24 ans	40	33 %
	24 – 30 ans	50	42 %
	30 – 35 ans	30	25 %
Situation professionnelle	En emploi	14	12 %

	Chômage	30	25 %
	Stage	14	12 %
	formation	49	41 %
	Autres situations	13	10 %
Importance du diplôme dans l'accès à l'emploi	Oui	85	71 %
	Non	24	20 %
	Sans opinion	11	9 %
Formation dans un organisme public	Oui	43	36 %
	Non	77	64 %
Type d'employeur	Secteur privé	58	48 %
	Secteur public	48	40 %
	ONG	6	5 %
	Auto-emploi	3	2 %
	Autres	5	5 %
Adéquation poste – compétences	Oui	83	69 %
	Non	37	31 %

Source : Élaboré par l'auteur à partir des données de l'enquête

Les résultats montrent que l'échantillon est principalement composé de jeunes célibataires âgés de 24 à 30 ans, ce qui correspond à la population la plus concernée par les dispositifs publics d'insertion professionnelle.

La majorité des répondants considère que le diplôme constitue un facteur déterminant pour l'accès à l'emploi, tandis qu'une part importante des participants se trouve encore en formation ou en recherche d'emploi, ce qui met en évidence les défis d'insertion professionnelle auxquels les jeunes sont confrontés.

Par ailleurs, les résultats indiquent que le secteur privé constitue le principal employeur, suivi du secteur public, ce qui souligne l'importance de renforcer la collaboration entre les politiques publiques et les acteurs économiques pour améliorer l'accès à l'emploi.

3.3. Évaluation du modèle de mesure

L'évaluation du modèle de mesure a été réalisée afin d'examiner la fiabilité et la validité des construits utilisés dans cette recherche portant sur l'impact des politiques publiques de l'emploi sur la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Les résultats obtenus à partir du logiciel SmartPLS v3 montrent que :

- les charges factorielles (factor loadings) dépassent généralement le seuil recommandé de 0,70, ce qui indique une bonne contribution des indicateurs à leurs construits respectifs ;
- les valeurs de l'Alpha de Cronbach et de la fiabilité composite (CR) sont toutes supérieures au seuil recommandé de 0,70, indiquant une cohérence interne satisfaisante des échelles de mesure ;
- les valeurs de la variance moyenne extraite (AVE) dépassent toutes le seuil recommandé de 0,50, confirmant ainsi la validité convergente des construits.

Ces résultats indiquent que les indicateurs utilisés dans cette étude mesurent correctement les variables latentes retenues dans le modèle conceptuel.

Tableau 2 : Résultats du modèle de mesure

Construit	Alpha de Cronbach	Fiabilité composite (rho_a)	Fiabilité composite (rho_c)	AVE
Pauvreté	0,957	0,959	0,964	0,728
Politiques actives de l'emploi	0,929	0,932	0,939	0,561

Politiques passives de l'emploi	0,903	0,906	0,932	0,775
Promotion de l'emploi	0,889	0,891	0,923	0,751

Source : élaboré par nos soins à partir de SmartPLS

Les résultats montrent que toutes les valeurs de fiabilité composite sont supérieures à 0,70, ce qui confirme une fiabilité interne satisfaisante des construits. De même, les valeurs d'AVE supérieures à 0,50 indiquent que les construits expliquent plus de 50 % de la variance de leurs indicateurs, ce qui confirme la validité convergente du modèle.

3.4. Validité discriminante et qualité du modèle

La validité discriminante a été examinée à l'aide de deux méthodes largement utilisées dans les modèles PLS-SEM :

- le critère de Fornell–Larcker
- l'analyse des cross-loadings.

Ces méthodes permettent de vérifier si chaque construit du modèle est empiriquement distinct des autres construits.

Tableau 3 : Critère de Fornell–Larcker

	Pauvreté	Politiques actives emploi	Politiques passives emploi	Promotion emploi
Pauvreté	0,853			
Politiques actives emploi	0,517	0,749		
Politiques passives emploi	0,593	0,589	0,880	
Promotion emploi	0,672	0,561	0,676	0,867

Source : élaboré par nos soins

Selon le critère de Fornell et Larcker, la racine carrée de l'AVE de chaque construit doit être supérieure aux corrélations avec les autres construits du modèle. Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus confirment que cette condition est respectée pour l'ensemble des variables étudiées.

Par ailleurs, l'analyse des cross-loadings confirme que chaque indicateur est plus fortement corrélé avec son propre construit qu'avec les autres variables du modèle, ce qui renforce la validité discriminante.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que le modèle de mesure présente des niveaux satisfaisants de fiabilité, de validité convergente et de validité discriminante, ce qui permet de poursuivre l'analyse du modèle structurel.

3.5. Évaluation du modèle structurel

Après la validation du modèle de mesure, l'évaluation du modèle structurel a été réalisée afin d'examiner les relations hypothétiques entre les variables latentes du modèle conceptuel.

Cette analyse a été effectuée à l'aide de la méthode PLS-SEM via le logiciel SmartPLS v3, conformément aux recommandations méthodologiques de Hair et al. (2011).

L'évaluation du modèle structurel repose principalement sur le coefficient de détermination (R^2); la taille de l'effet (f^2) et la significativité des coefficients de chemin (path coefficients).

3.5.1. Coefficient de détermination (R^2)

Le coefficient de détermination R^2 permet d'évaluer le pouvoir explicatif du modèle en mesurant la proportion de variance des variables endogènes expliquée par les variables exogènes.

Tableau 4 : Coefficient de détermination

Variable endogène	R^2	R^2 ajusté
Pauvreté	0,452	0,447
Promotion de l'emploi	0,498	0,489

Source : élaboré par nos soins

Les résultats montrent que :

- 49,8 % de la variance de la promotion de l'emploi est expliquée par les politiques actives et passives de l'emploi ;
- 45,2 % de la variance de la pauvreté est expliquée par les politiques publiques de l'emploi et la promotion de l'emploi.

Selon les recommandations de Hair et al., ces valeurs indiquent un pouvoir explicatif modéré, ce qui est généralement acceptable dans les recherches en sciences sociales.

3.5.2. Taille de l'effet (f^2)

La taille de l'effet f^2 permet d'évaluer la contribution relative de chaque variable explicative à la variance d'une variable endogène.

Tableau 5 : Taille de l'effet (f^2)

Relation	f^2
Politiques actives emploi → Promotion emploi	0,080
Politiques passives emploi → Promotion emploi	0,364
Promotion emploi → Pauvreté	0,824

Selon les seuils proposés par Cohen (1988) (0,02 : effet faible ,0,15 : effet moyen ,0,35 : effet fort), les résultats indiquent que :

- les PPR exercent un effet important sur la promotion de l'emploi ;
- la promotion de l'emploi exerce un effet très fort sur la réduction de la pauvreté.

3.6. Test des hypothèses

Le test des hypothèses a été réalisé à l'aide de la procédure Bootstrapping dans SmartPLS afin d'évaluer la significativité statistique des relations entre les variables.

Tableau 6 : Résultats du modèle structurel

Hypothèse	Relation	β	t-value	p-value	Résultat
-----------	----------	---------	---------	---------	----------

H1	Politiques actives emploi → Promotion emploi	0,249	1,888	0,059	Non supportée
H2	Politiques passives emploi → Promotion emploi	0,530	4,371	0,000	Supportée
H3	Politiques actives emploi → Pauvreté	0,167	3,883	0,000	Supportée
H4	Politiques passives emploi → Pauvreté	0,356	1,864	0,000	Supportée
H5	Promotion emploi → Pauvreté	0,672	12,965	0,000	Supportée

Source : élaboré par nos soins

Les résultats indiquent que la majorité des relations hypothétiques sont statistiquement significatives, à l'exception de la relation entre les PAE et la promotion de l'emploi, dont la valeur $p = 0,059$ dépasse légèrement le seuil de significativité de 0,05.

Cela signifie que l'effet des politiques actives sur la promotion de l'emploi n'est pas statistiquement confirmé dans notre échantillon, bien qu'il soit proche du seuil de significativité.

3.7. Analyse de médiation

L'étude examine aussi le rôle de la promotion de l'emploi dans la relation entre les politiques publiques de l'emploi et la diminution de la pauvreté.

Les résultats montrent que :

- la promotion de l'emploi a un effet notable sur la réduction de la pauvreté ;
- les PPE affectent indirectement la pauvreté via la promotion de l'emploi.

Ces résultats indiquent que les politiques publiques visant à améliorer les occasions d'emploi et à soutenir l'insertion professionnelle peuvent aider à réduire la pauvreté de façon indirecte.

Ainsi, la promotion de l'emploi se révèle être un mécanisme essentiel pour transformer les politiques publiques de l'emploi en résultats socio-économiques concrets, surtout pour la réduction de la pauvreté.

4. DISCUSSION ET IMPLICATIONS

4.1. Discussions des résultats

Les résultats pratiques de cette étude fournissent une perspective importante sur le rôle des politiques publiques de l'emploi dans la diminution de la pauvreté des jeunes au Maroc. En utilisant une méthode quantitative basée sur les équations structurelles PLS-SEM, cette recherche a étudié les relations entre les politiques actives de l'emploi, les politiques passives de l'emploi, la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté, tout en considérant le rôle de la promotion de l'emploi.

D'un point de vue théorique basé sur la théorie du capital humain et les approches du marché du travail, les résultats montrent que les politiques publiques d'emploi peuvent aider à réduire la pauvreté lorsqu'elles favorisent l'intégration durable des jeunes sur le marché du travail. Cette idée rejoint les travaux de Schultz (1961) et Becker (1964), qui affirment que l'investissement dans l'éducation, la formation et le développement des compétences est crucial pour améliorer la productivité, les revenus et les perspectives économiques des individus.

- **Effet des PAE sur la promotion de l'emploi**

Les résultats empiriques indiquent que l'impact des PAE sur la promotion de l'emploi est positif mais pas statistiquement significatif dans notre modèle empirique. Bien que la relation observée ait un coefficient positif, sa significativité statistique est juste au-dessus du seuil habituel de 5 % ($p = 0,059$), ce qui conduit à rejeter l'hypothèse correspondante.

Ce résultat diverge en partie des conclusions de plusieurs études empiriques qui ont montré l'efficacité des politiques actives sur le marché du travail pour améliorer l'emploi. Par exemple, Card (2015) indique que les programmes de formation financés par l'État aident à améliorer les perspectives d'emploi des bénéficiaires. De la même manière, Kluve et al. (2010) montrent que les programmes actifs du marché du travail, comme les emplois subventionnés et les contrats aidés, peuvent avoir un impact positif significatif sur la promotion de l'emploi, surtout pour les jeunes et les chômeurs de longue durée.

Dans le contexte des économies en développement, Betcherman et al. (2004) indiquent aussi que les politiques actives d'emploi, comme les programmes de formation et les services d'accompagnement, peuvent améliorer l'employabilité des gens et aider leur entrée sur le marché du travail.

L'absence de significativité vue dans notre étude peut être expliquée par plusieurs facteurs liés au contexte institutionnel et socio-économique du marché du travail marocain. En particulier, certains programmes d'emploi peuvent avoir des limites par rapport aux besoins réels du marché du travail, au ciblage des bénéficiaires ou à l'efficacité des dispositifs d'accompagnement. Ces observations vont dans le sens des analyses de Ibourk et Ghazi (2024), qui indiquent que les politiques actives du marché du travail au Maroc offrent des opportunités importantes mais aussi des défis en termes d'efficacité et de coordination.

• **Effet des PPE sur la promotion de l'emploi**

Contrairement aux politiques actives, les résultats empiriques montrent que les PPE ont un effet positif et statistiquement significatif sur la promotion de l'emploi. Cette relation confirme l'importance des dispositifs de protection sociale pour stabiliser les conditions économiques des individus au chômage.

Ces résultats sont en ligne avec les travaux de Barbier et Gautié (1998), qui montrent que les politiques passives d'emploi, comme les allocations de chômage, peuvent aider à stabiliser les revenus des individus et à soutenir leur insertion professionnelle. En garantissant un revenu minimal aux chômeurs, ces politiques aident à réduire la pression économique immédiate et à faciliter la recherche d'emploi.

De plus, ces dispositifs jouent aussi un rôle important dans la stabilisation macroéconomique, en soutenant la consommation des ménages et en limitant les effets négatifs des périodes de chômage sur l'économie. Dans le contexte marocain, Ibourk (2024) souligne également que les

politiques passives peuvent améliorer les conditions d'insertion professionnelle quand elles sont combinées avec des mesures actives du marché du travail.

- **Effet des PAE sur la réduction de la pauvreté**

Les résultats de l'analyse empirique indiquent que les PAE aident de façon significative à réduire la pauvreté. Ce résultat confirme les idées avancées par la littérature sur le capital humain, selon lesquelles les investissements dans la formation, le développement des compétences et les programmes d'insertion professionnelle améliorent les perspectives d'emploi et les revenus des individus.

Ces résultats sont cohérents avec les travaux de Betcherman, Olmstead et Ogawa (2001), qui ont montré que les programmes actifs du marché du travail peuvent améliorer l'emploi des jeunes et réduire la pauvreté dans les pays en développement. De même, Card, Kluve et Weber (2010) mettent en avant l'efficacité des politiques actives pour améliorer les résultats d'emploi et diminuer les inégalités économiques.

Dans la même perspective, Heckman et Kautz (2012) soulignent que les programmes de formation et de développement des compétences, notamment les compétences socio-comportementales, peuvent améliorer les perspectives d'emploi à long terme et réduire la pauvreté.

Dans le cadre marocain, les résultats de Touhami et Boccanfuso (2021) montrent aussi que les politiques actives associées aux systèmes de protection sociale peuvent aider à diminuer la pauvreté multidimensionnelle.

- **Effet des PPE sur la réduction de la pauvreté**

Les résultats révèlent aussi que les PPE ont un impact positif et significatif sur la réduction de la pauvreté. Ce constat souligne l'importance des systèmes de protection sociale pour diminuer la précarité économique des personnes touchées par le chômage.

Ces résultats s'accordent avec les études de Concialdi (2014) et Treillet (2020), qui démontrent que les politiques de protection sociale aident à diminuer les inégalités économiques et à

atténuer l'ampleur de la pauvreté en garantissant un revenu minimal aux personnes les plus vulnérables.

Cependant, certains chercheurs notent que ces politiques peuvent également produire des effets négatifs, comme engendrer une dépendance aux aides sociales ou diminuer l'incitation à chercher un emploi. C'est pourquoi plusieurs chercheurs conseillent de combiner des politiques passives avec des politiques actives pour en améliorer l'efficacité à long terme.

• Effet de la promotion de l'emploi sur la réduction de la pauvreté

Un des résultats clés de cette étude concerne l'importance de la promotion de l'emploi dans la réduction de la pauvreté. Les analyses empiriques montrent que la promotion de l'emploi a l'effet le plus fort du modèle sur la réduction de la pauvreté.

Ces résultats valident les conclusions de nombreuses recherches internationales qui affirment que l'emploi est l'un des outils les plus efficaces contre la pauvreté. En effet, une intégration durable sur le marché du travail peut augmenter les revenus personnels, diminuer la précarité économique et favoriser l'inclusion sociale.

Ces observations rejoignent également la théorie de la segmentation du marché du travail par Doeringer et Piore (1971), qui avance que l'accès au marché primaire du travail, avec des emplois stables et bien payés, est un facteur important de mobilité sociale et de réduction de la pauvreté.

4.2. Analyse des effets de médiation

Les analyses de médiation apportent aussi une contribution clé à la compréhension des mécanismes par lesquels les politiques publiques influencent la réduction de la pauvreté. Les résultats montrent que la promotion de l'emploi joue un rôle médiateur important entre les politiques publiques d'emploi et la réduction de la pauvreté.

Plus précisément, les résultats indiquent que la promotion de l'emploi médie la relation entre les PAE et la réduction de la pauvreté. Cela signifie que l'efficacité des politiques actives dépend

en grande partie de leur capacité à faciliter réellement l'accès à l'emploi pour les jeunes bénéficiaires.

De plus, la promotion de l'emploi joue également un rôle médiateur entre les PPE et la réduction de la pauvreté. Ces résultats suggèrent que les mécanismes de soutien financier peuvent indirectement favoriser l'insertion professionnelle en permettant aux individus de consacrer plus de ressources et de temps à la recherche d'un emploi.

Ces résultats sont cohérents avec les analyses de Guillaumont et Wagner (2013) ainsi que celles de Duflo (2010), qui indiquent que les politiques publiques visant à promouvoir l'emploi peuvent être déterminantes pour réduire durablement la pauvreté.

5. CONCLUSION

Cette étude visait à analyser comment les politiques publiques de l'emploi influencent la réduction de la pauvreté au Maroc, en soulignant particulièrement les programmes de promotion de l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes. En utilisant une méthode quantitative basée sur la technique PLS-SEM, cette recherche a exploré les liens entre les politiques actives de l'emploi, les politiques passives de l'emploi, la promotion de l'emploi et la baisse de la pauvreté.

Les résultats empiriques montrent que les politiques publiques de l'emploi ont un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté, même si leurs effets varient selon les instruments utilisés. Les résultats indiquent que les PPE ont un effet positif important sur la promotion de l'emploi, ce qui met en avant l'importance des mécanismes de protection sociale pour stabiliser les conditions économiques des personnes sans emploi.

De plus, les analyses montrent que les PAE contribuent de manière significative à la réduction de la pauvreté, confirmant ainsi l'importance des programmes de formation, d'accompagnement et d'insertion professionnelle pour améliorer l'employabilité des jeunes. En général, les résultats montrent que la promotion de l'emploi est le facteur le plus déterminant

pour réduire la pauvreté. Accéder à un emploi stable et durable améliore les revenus, diminue la vulnérabilité économique et favorise l'inclusion sociale.

L'analyse de médiation met également en lumière le rôle essentiel de la promotion de l'emploi pour transformer les politiques publiques en résultats concrets sur le plan socio-économique. En effet, les politiques d'emploi n'ont d'impact sur la réduction de la pauvreté que lorsqu'elles assurent réellement l'accès des jeunes au marché de l'emploi. Dans l'ensemble, cette recherche enrichit la littérature sur les politiques publiques de l'emploi en mettant en avant l'importance d'une approche intégrée qui combine mesures actives et passives pour maximiser l'impact des politiques d'emploi sur la pauvreté.

Les résultats de cette étude offrent plusieurs implications notables pour les décideurs publics et les institutions responsables de l'application des politiques d'emploi. Premièrement, les résultats soulignent la nécessité de renforcer le lien entre les politiques actives et passives de l'emploi. Une approche complémentaire, qui combine protection sociale et programmes d'insertion professionnelle, pourrait accroître l'efficacité globale des politiques publiques.

Deuxièmement, les autorités publiques devraient porter une attention particulière à l'amélioration de l'efficacité des programmes actifs d'emploi, notamment en les alignant davantage sur les besoins réels du marché du travail. Cela passe notamment par le développement de formations adaptées aux compétences recherchées par les entreprises et l'encouragement de partenariats plus étroits entre les institutions publiques et le secteur privé. Troisièmement, il est nécessaire de renforcer les politiques de promotion de l'emploi des jeunes, en soutenant l'entrepreneuriat, les programmes de stages, les dispositifs d'insertion professionnelle et les incitations à l'embauche.

Enfin, les résultats soulignent l'importance de créer des mécanismes d'évaluation régulière des programmes publics d'emploi pour améliorer leur efficacité et optimiser la distribution des ressources publiques.

Références

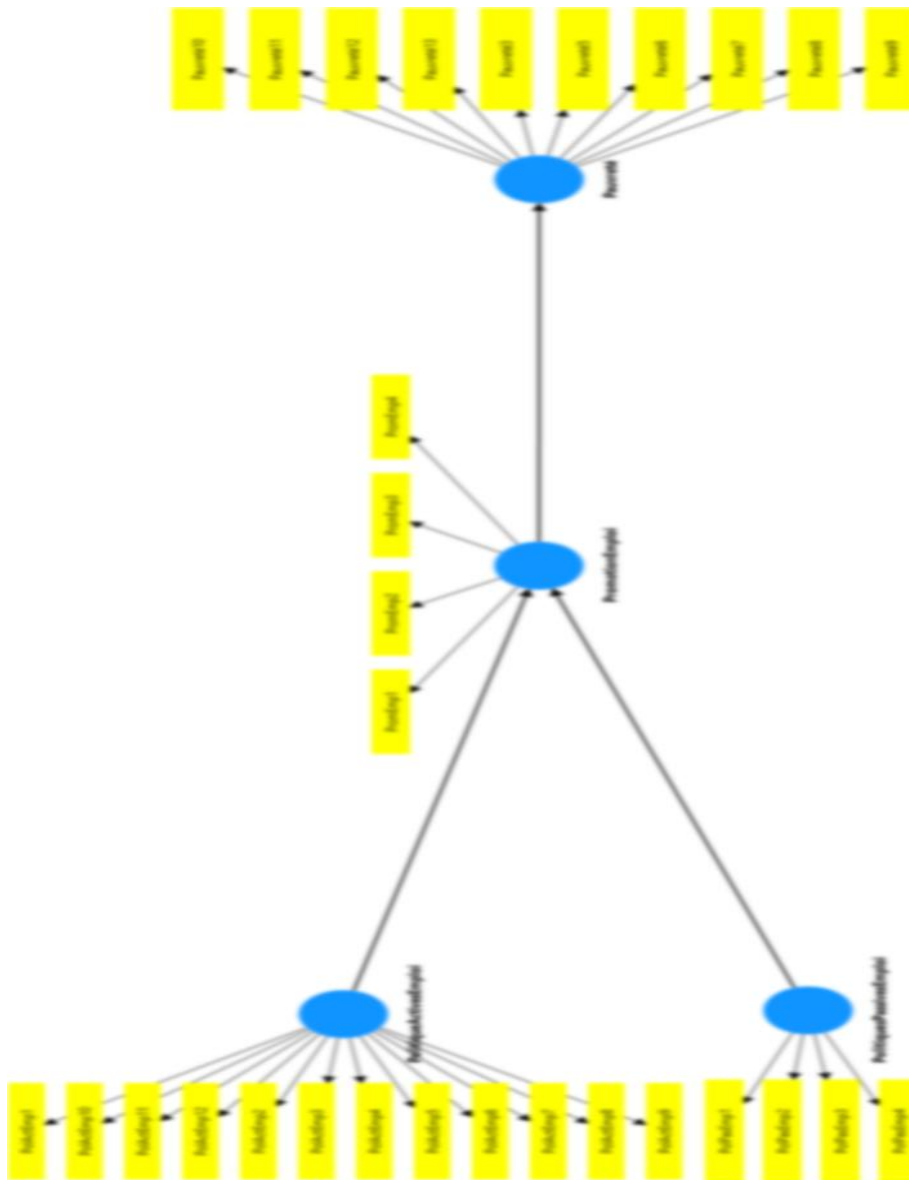
1. Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. University of Chicago Press.
2. Barbier, J.-C. (2006). L'activation des politiques de l'emploi. *Revue française de socio-économie*, 1(1), 15–32.
3. Barbier, J.-C., & Gautié, J. (1998). *Les politiques de l'emploi en Europe et aux États-Unis*. Presses Universitaires de France.
4. Betcherman, G., Olivas, K., & Dar, A. (2004). *Impacts of active labor market programs: New evidence from evaluations with particular attention to developing and transition countries*. World Bank.
5. Betcherman, G., Olmstead, J., & Ogawa, M. (2001). *Active labour market programs: Policy issues for East Asia*. World Bank.
6. Boeri, T., & Van Ours, J. (2021). *The economics of imperfect labor markets* (3rd ed.). Princeton University Press.
7. Card, D. (2015). What do we learn from the impacts of active labor market programs? *Journal of Economic Perspectives*, 29(1), 3–28. <https://doi.org/10.1257/jep.29.1.3>
8. Card, D., Kluve, J., & Weber, A. (2010). Active labour market policy evaluations: A meta-analysis. *The Economic Journal*, 120(548), F452–F477. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2010.02387.x>
9. Cohen, J. (1988). *Statistical power analysis for the behavioral sciences* (2nd ed.). Lawrence Erlbaum Associates.
10. Concialdi, B. (2014). *La pauvreté et les politiques sociales*. La Découverte.

11. Doeringer, P. B., & Piore, M. J. (1971). *Internal labor markets and manpower analysis*. Lexington Books.
12. Duflo, E. (2010). Social experiments to fight poverty. *Science*, 328(5975), 50–53. <https://doi.org/10.1126/science.1186072>
13. Guillaumont, P., & Wagner, L. (2013). Aid and growth accelerations: Vulnerability matters. *World Development*, 44, 1–15. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.09.001>
14. Hair, J. F., Hult, G. T. M., Ringle, C. M., & Sarstedt, M. (2011). *A primer on partial least squares structural equation modeling (PLS-SEM)*. Sage Publications.
15. Heckman, J. J., & Kautz, T. (2012). Hard evidence on soft skills. *Labour Economics*, 19(4), 451–464. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2012.05.014>
16. Haut-Commissariat au Plan. (2023). *Situation du marché du travail au Maroc*. HCP.
17. Ibourk, M., & Ghazi, M. (2024). Active labour market policies and youth employment in Morocco: Opportunities and challenges. *Journal of North African Studies*, 29(1), 1–20.
18. International Labour Organization. (2018). *World employment and social outlook: Trends 2018*. ILO.
19. Kluve, J. (2010). The effectiveness of European active labor market programs. *Labour Economics*, 17(6), 904–918. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2010.02.004>
20. Schultz, T. W. (1961). Investment in human capital. *The American Economic Review*, 51(1), 1–17.
21. Touhami, M., & Boccanfuso, D. (2021). Poverty reduction and social protection policies in Morocco. *International Journal of Social Economics*, 48(4), 543–560.
22. Treillet, B. (2020). *Les politiques sociales dans les pays en développement*. La Découverte.
23. World Bank. (2013). *World development report 2013: Jobs*. World Bank Publications.

24. Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences. (2022). *Rapport annuel d'activité*. ANAPEC.

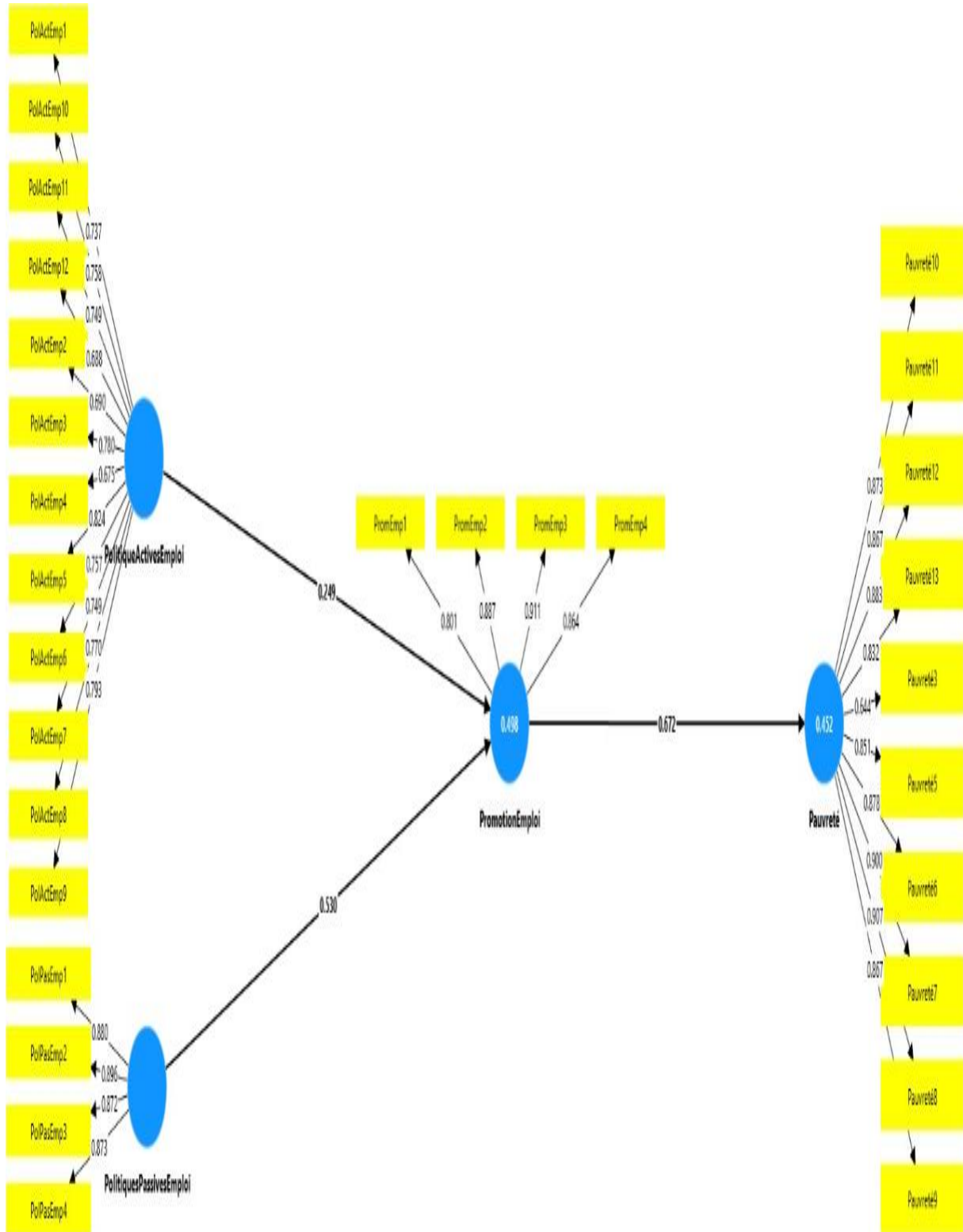
Annexes

Annexe 1 : *Modèle théorique avant épuration des échelles de mesure.*



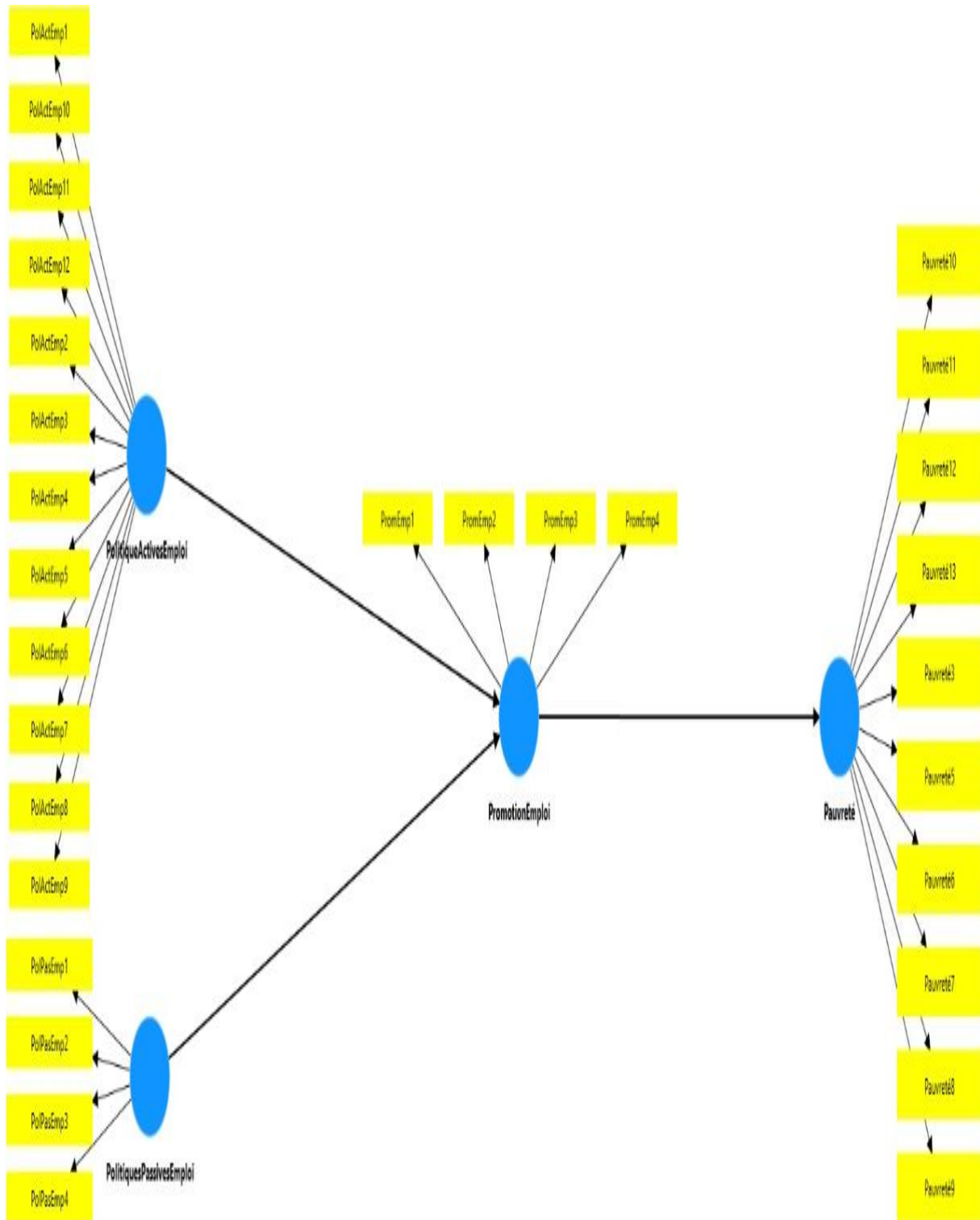
Sortie : élaboré par nos soins

Annexe2: Modèle théorique après épuration des échelles de mesure.



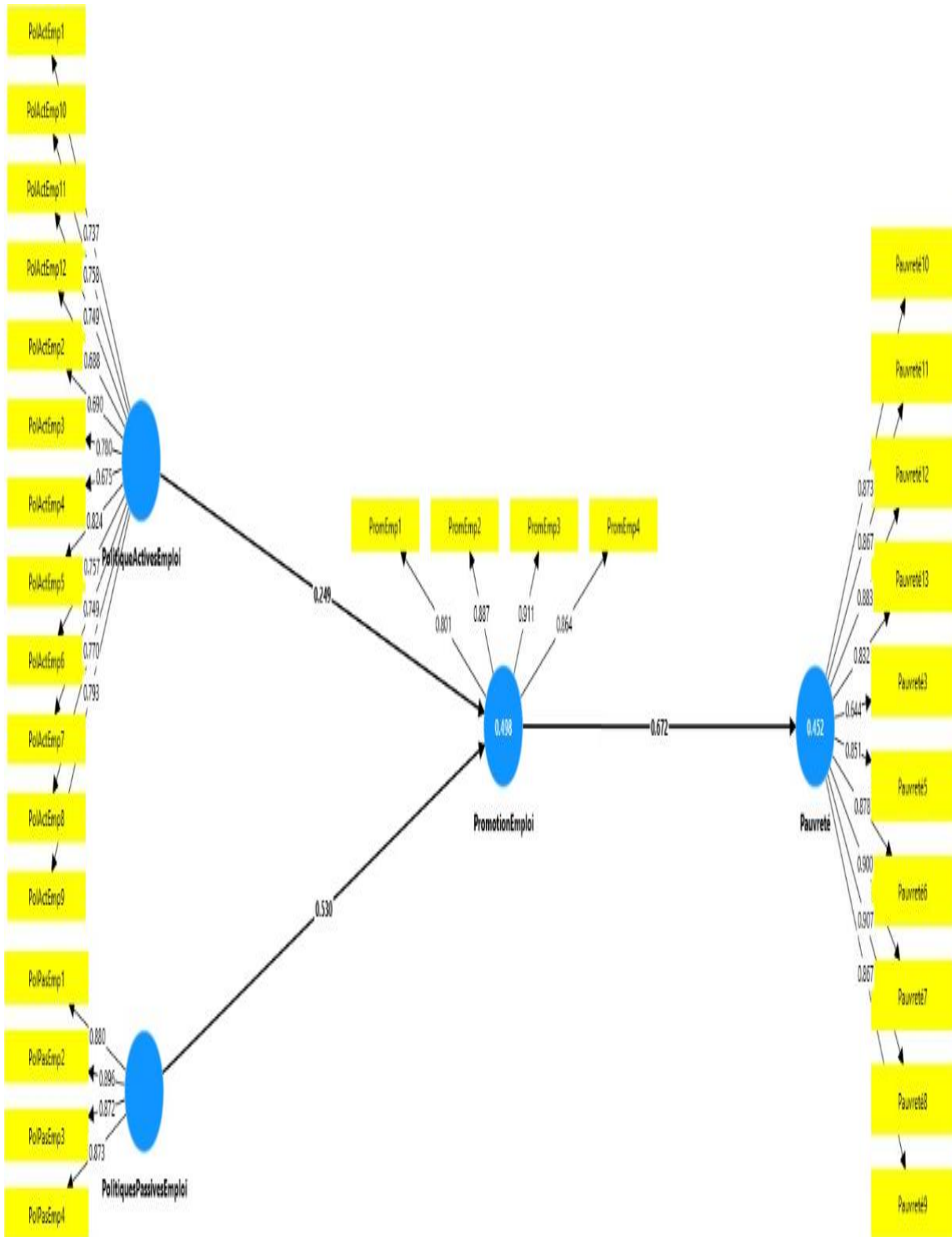
Sortie : élaboré par nos soins

Annexe3 : *Modèle conceptuel avant épuration.*



Source : élaboré par nos soins

Annexe4: modèle conceptuel de recherche après épuration des échelles.



Source : élaboré par nos soins